

Département de la Savoie

Commune d'Orelle



**Travaux de création d'un captage d'alimentation en
eau potable avec raccordement sur le réseau existant
et création d'une chambre de comptage**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**



Bureau d'études **SCERCL**
240, Chemin des Vernes
73 200 ALBERTVILLE
Tél -> 04 79 31 06 66
Fax -> 04 79 31 08 88
Mail : albertville@realites-be.fr

Dossier O-03-01

Date	Réalisé par	Vérifié par	Modification	Phase
04/2025	VDB	PC	Version initiale	ACT
04/2025	VDB	PC	Ajout TO	ACT

SOMMAIRE

1.	Dispositions générales du contrat.....	4
1.1.	Objet du contrat.....	4
1.2.	Décomposition du contrat	4
2.	Pièces contractuelles.....	4
3.	Intervenants.....	4
3.1.	Désignation et représentants des acheteurs	4
3.2.	Maîtrise d'œuvre.....	5
4.	Durée et délais d'exécution	5
4.1.	Délai global d'exécution des prestations	5
4.2.	Délai d'exécution.....	5
4.3.	Délais d'exécution des tranches.....	5
5.	Prix.....	6
5.1.	Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2.	Modalités de variation des prix.....	6
5.3.	Dispositions spécifiques aux tranches	6
6.	Garanties financières.....	6
7.	Avance	7
7.1.	Conditions de versement et de remboursement	7
7.2.	Garanties financières de l'avance.....	7
8.	Modalités de règlement des comptes.....	7
8.1.	Décomptes et acomptes mensuels.....	7
8.2.	Présentation des demandes de paiement	8
8.3.	Délai global de paiement	9
8.4.	Paieement des cotraitants	9
8.5.	Paieement des sous-traitants	9
9.	Conditions d'exécution des prestations	9
9.1.	Caractéristiques des matériaux et produits	9
9.2.	Implantation des ouvrages	10
9.3.	Préparation et coordination des travaux.....	10
9.3.1.	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	10
9.3.2.	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	10
9.3.3.	Registre de chantier.....	10
9.4.	Etudes d'exécution	10

9.5. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	10
9.5.1. Gestion des déchets de chantier	10
9.5.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	10
9.5.3. Documents à fournir après exécution	11
9.6. Réception des travaux	11
9.6.1. Dispositions applicables à la réception.....	11
10. Garantie des prestations	11
11. Pénalités	11
11.1. Pénalités de retard.....	11
11.2. Autres pénalités spécifiques.....	11
12. Assurances	12
13. Résiliation du contrat	12
13.1. Conditions de résiliations	12
13.2. Redressement ou liquidation judiciaire	12
14. Règlement des litiges et langues	13
15. Dérogations.....	13

1. Dispositions générales du contrat

1.1. Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Travaux de création d'un captage d'alimentation en eau potable avec raccordement sur le réseau existant et création d'une chambre de comptage

Lieu(x) d'exécution :

Commune d'Orelle
73 140 ORELLE

1.2. Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché comprend :

- une tranche ferme comprenant la majorité des travaux ;
- une tranche optionnelle correspondant à l'exploitation forestière et à la métrologie (cf. CCTP).

2. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et modifié par l'arrêté du 29/12/2022,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE),
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat,
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'œuvre ou par les bureaux d'études.

3. Intervenants

3.1. Désignation et représentants des acheteurs

Nom de l'organisme	Commune d'Orelle
Représentation	Aimé PERRET Maire
Comptable assignataire des paiements	Trésorier municipal

3.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Bureau d'études SCERCL

240 Chemin des Vernes

73200 ALBERTVILLE

Tél. : 04 79 31 06 66 Courriel : albertville@realites-be.fr

Représentant : Pierre CHAMBON.

4. Durée et délais d'exécution

4.1. Délai global d'exécution des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations (hors période de préparation) est fixée à juillet 2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est fixée fin novembre 2025.

4.2. Délai d'exécution

L'acte d'engagement fixe le délai d'exécution.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	30 mm	24 heures
Gel	-10°C	3 jours
Neige	10 cm	1 jour

4.3. Délais d'exécution des tranches

L'acte d'engagement fixe le délai d'exécution de chaque tranche (article 5).

L'affermissement de la tranche optionnelle est conditionné par l'aboutissement des discussions d'une part entre la collectivité et l'ONF concernant l'exploitation forestière et d'autre part entre la collectivité et TELT concernant le matériel de métrologie (cf. CCTP).

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer la préparation des prestations.

L'affermissement de la tranche optionnelle sera notifié par un ordre de service. Cette notification interviendra au plus tard au moment de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer la préparation des prestations de la tranche ferme.

Il n'est pas prévu de versement d'indemnité de dédit ou d'attente en cas d'absence d'affermissement de la tranche optionnelle à l'issue du délai limite de notification.

5. Prix

5.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2. Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'offre finale par le titulaire ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont révisés mensuellement le jour de la date anniversaire par application d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.15 + 0.85 \times (\text{Index}(n-3) / \text{Index}(0))$$

selon les dispositions suivantes :

- **Cn** : coefficient de révision au mois " n ".
- **Index (n-nombre de mois de décalage)** : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- **Index (o)** : valeur de l'index de référence au mois "zéro" si elle est connue, ou à défaut sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de la première application de la formule.
- **Le mois " n "** retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision des prix au mois " n " s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule sous réserve que le mois " n " soit postérieur au mois "zéro". Aucune révision provisoire ne sera effectuée.

Tout calcul effectué à l'intérieur de la formule de révision est arrêté à la deuxième décimale après arrondissement par défaut lorsque la troisième décimale est inférieure à 5, par excès dans les cas contraires.

Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

- **TP10F** « Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux – Base 2010 ».

5.3. Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

6. Garanties financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

7. Avance

7.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 €HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 50,0 % du montant initial de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 70,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le remboursement de l'avance sera calculé à l'avancement de chaque tranche de travaux selon les conditions suivantes :

- 50% de l'avance effectuée dès le dépassement des 50% de travaux réalisés,
- 50% restant de l'avance effectuée dès le dépassement des 70% de travaux réalisés.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la Commande Publique.

7.2. Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

8. Modalités de règlement des comptes

8.1. Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Règlement des comptes effectués uniquement via la plateforme Chorus PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

8.2. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Suivant dispositions applicables en matière de facturation électronique

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Visée par le Maître d'œuvre :

Bureau d'études SCERCL
240 Chemin des Vernes
73200 ALBERVILLE

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Aucune facture transmise en dehors de ce portail ne sera acceptée.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour plus de renseignement sur les modalités de paiement et de dépôt sous Chorus Pro :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

8.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du CCAG-Travaux.

8.5. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la Commande Publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

Les demandes de paiement du sous-traitant devront parvenir à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Toute demande de paiement de la part du sous-traitant devra être accompagnée d'une attestation de paiement directe émise par le mandataire.

Toute demande de paiement de la part d'un sous-traitant non conjointe à une demande de paiement de son mandataire entraîne obligatoirement une demande de paiement par le mandataire en vue de respecter les conditions d'autoliquidation de la TVA fixées par le 2^{on} alinéa de l'article 283 du Code Général des Impôts.

9. Conditions d'exécution des prestations

9.1. Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

9.2. Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

9.3. Préparation et coordination des travaux

9.3.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 1 mois.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 1 mois au plus tard après la notification du marché.

9.3.2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du Travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3.3. Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

9.4. Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

9.5. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.5.1. Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.5.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.5.3. Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents suivants :

Dossier des Ouvrages Exécutés à soumettre au maître d'œuvre par mail pour validation dès achèvement des travaux et avant réception, puis à fournir dans le cadre des opérations préalables à la réception

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 2 000,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

9.6. Réception des travaux

9.6.1. Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

10. Garantie des prestations

Une Garantie de Parfait Achèvement (GPA) d'une durée de 1 (UN) an sera observée à l'issue de la date de fin de travaux.

11. Pénalités

11.1. Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 250,00 €.

Pénalité par jour calendaire de retard sur simple constatation du maître d'œuvre par le rapport au délai contractuel et au planning d'exécution global et partiel établi en période de préparation.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 500,00 €.

11.2. Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 75,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeur	Précisions
Pénalité pour non remise de documents	Journalière	150,00 €	Pénalités pour non remise de documents à la date indiquée par OS : - Planning d'exécution - Constat d'huissier - Plan d'exécution

12.Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code Civil.

13.Résiliation du contrat

13.1. Conditions de résiliations

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 à 8 du Code du Travail conformément à l'article R 2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L 627-2 du Code de Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L 622-13 du Code de Commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14.Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15.Déroptions

L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux

L'article 9.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux

L'article 9.5.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Travaux

L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG - Travaux

L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux